

Accusons le capitalisme

Restructuration de Veolia : Une communication inaudible pour les salariés

Le contexte : le capitalisme est en crise

Les communicants du système ont-ils réussi à faire avaliser aux travailleurs leur thèse sur la fatalité de la « crise de la dette publique » comme résultante d'une simple mauvaise gestion des deniers de l'Etat ? Pour l'heure, à en croire les sondages et sans pour autant adhérer à cette idée, de nombreux citoyens considèrent comme un fait acquis que l'Etat n'a plus d'argent et qu'il faille se serrer la ceinture pour sauver le pays.

Las, profitant de cet environnement délétère, les banquiers et les dirigeants des grands groupes monopolistes (dont Veolia) préparent, avec la complicité des gouvernants qui leur sont inféodés, des cures d'austérité particulièrement douloureuses pour les travailleurs et leurs familles.

La population laborieuse grecque rejette le « jeu » cynique des fauteurs de crise qui, pour défendre leurs intérêts colossaux, vendent à l'encan les entreprises publiques et lui imposent des plans de « sortie de crise » conduisant à un extrême dénuement des plus fragiles et à l'appauvrissement irrémédiable des classes moyennes.

Pour faire face à cette offensive bourgeoise contre leurs intérêts immédiats, la mobilisation des travailleurs grecs est exemplaire. Il faut qu'elle contamine les autres peuples d'Europe pour faire reculer les tenants du capitalisme qui jouent « la crise » contre leurs droits et leurs acquis.

Aujourd'hui, les peuples et les travailleurs sont les dindons de la farce de la crise du capitalisme pourrissant. Pour preuve et à titre d'exemple, les Etats unis d'Amérique (USA) financent toujours leur système de domination technologique et militaire avec l'argent des autres. Leur dette abyssale résulte du paiement à crédit des services et des marchandises qu'ils perçoivent. Pour contrer cette

domination, les capitalistes européens ont tenté de leur opposer leur propre système en misant sur un euro fort... Cette compétition est ruineuse pour les peuples qui y perdent des emplois et des ressources. C'est pourquoi, ils ont intérêt à se coaliser pour faire entendre leurs voix et imposer leurs choix.

Pour l'heure, autant le dire, le rapport de force est en faveur des nantis.

Parmi eux de nombreux dirigeants des groupes monopolistes (dont M. Antoine Frérot de Veolia) ont entrepris une grossière opération de communication pour masquer les plans d'austérité qu'ils comptent infliger à leurs salariés (réduction d'effectifs, allongement du temps de travail, blocage des salaires...). Ils souhaitent payer au trésor public une « contribution exceptionnelle » (globale) de 200 M€.

Au regard de leur fortune cumulée (très largement supérieure à la totalité de la dette publique) leur « contribution » est une lichette qui rend leur « générosité » ridicule.

Néanmoins, la démarche machiavélique de ces gens qui passent leur vie à s'enrichir sur le dos de leurs salariés fait réfléchir.

Il est de notoriété publique que ces fortunés sont des spécialistes de la fraude et du détournement des fonds publics. Ce sont ces gens qui ont ruiné l'Etat. Ils emploient une légion d'experts en « optimisation fiscale » pour réduire au minimum, par des moyens légaux ou non, le montant de leurs impôts en profitant des allègements de taxes et des « niches fiscales » mises à leur disposition par les gouvernants successifs qu'ils ont domestiqués par divers moyens souvent illégaux... Pour preuve, les différents scandales de corruptions, de détournements de fonds, de financements occultes qui occupent les « Unes » des médias.

C'est dans ce contexte de crise du capitalisme pourrissant que les dirigeants de Veolia ont entrepris une vaste restructuration du groupe.

Sans jouer les cassandres, malgré une communication qui se veut prudente et rassurante mais qui tait soigneusement l'impact social du plan de restructuration (emploi, salaire et temps de travail), il est un fait établi : les salariés paieront d'une manière ou d'une autre les effets de cette vaste opération organisationnelle dont le but est de :

1. arrêter ou céder les activités en difficultés
2. accélérer le programme de cession d'actifs
3. mettre en place un plan de convergence intégrant la mutualisation et l'optimisation des activités supports des 4 divisions : Eau, Propreté, Transports, Energie (Dalkia).

Ces directives sont accompagnées d'une exigence de réduction des coûts de 150 M€ minimum à l'horizon de 2012. La presse fait état d'une nouvelle exigence estimée à près de 400 M€.

En système capitaliste, réduire les coûts revient principalement à faire des économies de frais de structures et, surtout, à réduire les effectifs.

Cette vérité de la Palice ne sied pas aux dirigeants de Veolia. Ainsi, dans sa lettre du 19 septembre 2011, M. Franck Lacroix, le Directeur Général de la Division Energie (Dalkia) a opté pour une communication « offensive » ambitionnant de faire de Dalkia (malgré la crise du crédit et l'endettement public) « la référence mondiale de la création d'économie d'énergie à l'échelle territoriale ». « Pour traverser la période difficile », il dicte son « ambition pour la Division Energie » en usant de concepts indéchiffrables par l'écrasante majorité des salariés mais socialement vénéreux... sinon pourquoi il n'évoque d'aucune manière l'impact social de son

plan fortement centralisé (voir les évolutions organisationnelles présentées dans sa lettre) notamment en ce qui concerne la réduction des coûts attendus et les effectifs du groupe (dont Dalkia France).

Mettre l'emploi, les salaires et les conditions de travail au centre du débat sur la restructuration

C'est d'autant plus inquiétant qu'il est question de recentrage et d'externalisation d'activités (FM), de cession d'actifs, de mutualisation des activités supports... et d'importantes réductions des coûts.

Aussi, on peut regretter le silence des syndicats représentatifs au niveau du groupe Veolia (d'où le CGT-E en est hélas exclu) et la neutralisation des CE et CCE plus enclins à gérer les œuvres sociales que de se préoccuper des restructurations en cours et de leurs conséquences sur l'emploi, les salaires et les conditions de travail des salariés...

Abject !

L'Union européenne s'en prend à l'assiette des pauvres. Des coupes drastiques (-75%) des allocations du programme d'aide au plus démunis (PEAD) sont annoncées.

Faute de mieux, le CGT-E continuera à éclairer les salariés sur les enjeux de la réorganisation du groupe dans un contexte de rigueur et d'austérité imposé aux travailleurs et à leurs familles, par les nantis et les fauteurs de crise.

Le CGT-E appelle les salariés à prendre leur responsabilité pour faire entendre leur voix.

Le CGT-E organisera dans les prochains jours des réunions d'information syndicales pour débattre des projets des dirigeants du groupe et de la nécessité de se mobiliser, dans l'unité, pour faire obstacle à toutes les mesures qui tendent à bloquer les salaires, à augmenter la durée du travail et à réduire les effectifs. A suivre.

Retraite, Sécurité sociale, salaires... Pas de répit contre les acquis des travailleurs.

Sous couvert de convergence avec l'Allemagne, le 1^{er} Ministre répond à une injonction des spéculateurs financiers et des institutions monétaires internationales appelant à la généralisation de la retraite à 70 ans.

Hier, une nouvelle salve a été lancée contre la Sécurité sociale au prétexte de réduire le déficit. Demain, le gouvernement appellera au gel des salaires (pendant 5 ans pour les fonctionnaires). Ces mesures ont l'aval du Medef, le puissant syndicat patronal.

La multiplication par le gouvernement d'annonces antisociales vise à rassurer les spéculateurs et les banques qui lorgnent sur les profits qu'ils tireront des plans d'austérité destinés à traiter la dette publique. Elle prépare également l'opinion à la saignée sociale